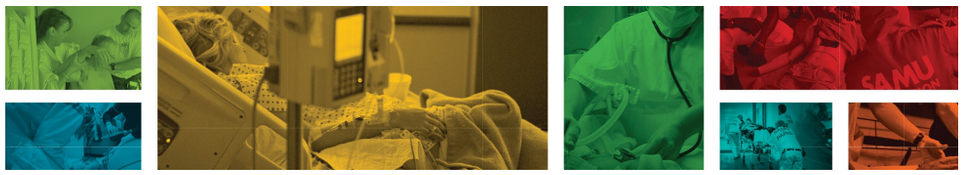
TranSFaire
Organisme de Développement des compétences
9 rue Jean Daudin - 75015 Paris
Tél : 01 53 69 08 80 - Mail : info@transfaire.org



La fin de vie en milieu hospitalier - Cadre juridique

Classe virtuelle

Réf : RH025
Durée : 7h
Dates et tarifs disponibles sur le site de l'association

Objectifs

› Connaître précisément le cadre légal applicable à la fin de vie
› Savoir distinguer arrêt de traitement, limitation thérapeutique et sédation
› Appliquer juridiquement la procédure collégiale
› Maîtriser la sécurisation de la prise en compte des directives anticipées

Public*

› Médecins, cadres de santé, infirmiers, direction des soins, juristes et personnels de direction

Programme

Principes issus de la Loi Leonetti
› Apports de la Loi Claeys-Leonetti
› Refus de l'obstination déraisonnable
› Droit au soulagement de la douleur
› Interdiction de provoquer délibérément la mort
› Encadrement de la sédation profonde et continue jusqu'au décès

La loi du 18 août 2026 crée un droit à l'aide à mourir en France
› Modalités de mise en œuvre
› Personnes concernées
› Fonctionnement du dispositif

Le consentement et l'expression de la volonté du patient
› Patient apte à consentir
› Refus de traitement
› Valeur contraignante des directives anticipées
› Rôle et limites de la personne de confiance
› Patient hors d'état d'exprimer sa volonté
› Cas spécifiques : le patient mineur, le patient majeur sous protection juridique

La procédure collégiale : cadre et exigences

La sédation profonde et continue jusqu'au décès
› Conditions légales cumulatives
› Demande du patient / initiative du médecin
› Pronostic vital engagé à court terme
› Procédure collégiale
› Traçabilité obligatoire
› Différence juridique entre sédation et euthanasie

Responsabilités et risques contentieux
› Responsabilité administrative
› Responsabilité pénale (infractions non intentionnelles)
› Faute caractérisée
› Contentieux des décisions d'arrêt et de limitation de traitements
› Saisine du juge administratif en urgence – le référé liberté
› Rôle du dossier médical comme élément probatoire

Traçabilité et sécurisation des pratiques
› Exigences rédactionnelles
› Chronologie des décisions
› Motivation médicale et juridique
› Conservation des échanges
› Information des proches

Synthèse : élaboration d'une grille de sécurisation juridique

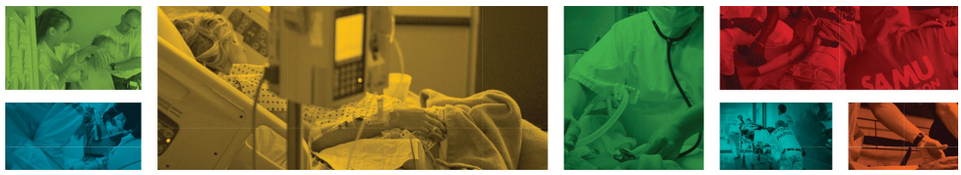
Méthodes pédagogiques

› Apports cognitifs préalables
› Etudes de cas, illustrations
› Synthèse des connaissances indispensables

** Si non renseigné pas de prérequis*

MAJ : 27/08/2026

TranSFaire
Organisme de Développement des compétences
9 rue Jean Daudin - 75015 Paris
Tél : 01 53 69 08 80 - Mail : info@transfaire.org



Modalités d'évaluation

› Évaluation des connaissances
› Évaluation des acquis en continu : étude de cas, mises en situation pratique, étude de jurisprudences
› Questionnaire individuel de satisfaction à chaud
› À distance : impact de la formation sur l'évaluation des pratiques

Intervenants

› Juristes spécialisés en droit hospitalier, en fonction ou ayant exercé dans un établissement public

Délais d'inscription

Les inscriptions peuvent être enregistrées jusqu'à 48h avant la session. Cependant nous vous conseillons de nous les adresser au plus tard un mois avant le début du stage ; délai à partir duquel nous confirmons les formations

Accessibilité

Transfaire prend en compte l'intégration des personnes en situation de handicap.
Contactez-nous afin d'étudier les différentes possibilités d'adaptation mises à disposition

** Si non renseigné pas de prérequis*

MAJ : 27/08/2026